

Droit civil

8^e ÉDITION

Michèle Muller

Sous la direction Jean-Claude Masclet

Sup'FOUCHER

Dans la même collection Parcours Juridiques

Droit administratif général, Robert Etien

Droit commercial, Patrice Giron

Droit public général, Robert Etien

Droit social, Marianne Keller, Franck Petit

Introduction générale au droit, Franck Petit



“Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération.

En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite.”

ISBN 978-2-216-13324-6 première édition

ISBN 978-2-216-12520-3 nouvelle édition

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

© Éditions Foucher. Malakoff 2015

Sommaire

Avant-propos	5
 ► TITRE I – Introduction à l’étude du droit	7
chapitre 1 Le droit objectif	8
chapitre 2 Les droits subjectifs.....	16
chapitre 3 L’organisation juridictionnelle.....	28
 ► TITRE II – Les personnes	35
chapitre 1 Les personnes physiques	36
chapitre 2 Les personnes morales.....	45
 ► TITRE III – La protection des personnes particulièrement vulnérables.....	49
chapitre 1 Les mineurs	51
chapitre 2 Les majeurs protégés	58

►	TITRE IV – Les biens	71
chapitre	1 Notion de biens	72
chapitre	2 Le contenu du droit de propriété	77
chapitre	3 La possession	85
chapitre	4 Les modes d'acquisition de la propriété	89
chapitre	5 La protection du droit de propriété : l'action en revendication	99
chapitre	6 Les démembrements du droit de propriété	102
►	TITRE V – Les obligations	107
chapitre	1 Le contrat	109
chapitre	2 Les quasi-contrats	129
chapitre	3 La responsabilité civile délictuelle	133
chapitre	4 Règles communes aux obligations indépendamment de leur source	145
►	TITRE VI – La famille	159
chapitre	1 Le mariage et le concubinage	160
chapitre	2 La filiation	183
chapitre	3 Les effets de la parenté et de l'alliance	196
	Index	203
	Table des matières	207

L'organisation juridictionnelle

Section I - Les différentes juridictions judiciaires

§ 1. *Les juridictions répressives*

§ 2. *Les juridictions civiles*

Section II - Le procès civil

§ 1. *Le personnel judiciaire*

§ 2. *Le déroulement du procès civil devant le tribunal de grande instance*

§ 3. *Les voies de recours*

L'organisation judiciaire est dominée en France, par deux grands principes : la dualité des juridictions judiciaires et des juridictions administratives, et le double degré de juridiction.

1. La dualité des juridictions

On distingue les juridictions de l'ordre administratif et les juridictions de l'ordre judiciaire. Les juridictions administratives tranchent les litiges entre les particuliers et l'Administration. Les principales juridictions administratives sont : le Conseil d'État, juridiction unique qui siège à Paris, les cours administratives d'appel, et les tribunaux administratifs qui sont les juges administratifs de droit commun. Ces derniers statuent en première instance avec appel possible, selon les cas, devant une cour administrative d'appel ou devant le Conseil d'État.

Afin d'assurer le respect de la répartition de compétence entre les juridictions judiciaires et les juridictions administratives, il existe une juridiction spéciale, le tribunal des conflits, qui intervient pour éviter qu'une même affaire soit jugée à la fois par une juridiction administrative et une juridiction judiciaire, ou, au contraire, ne soit examinée par aucune juridiction, chacune se déclarant incompétente.

2. Le double degré de juridiction

Une même affaire peut en principe faire l'objet de deux examens successifs, par une juridiction de premier degré d'abord, puis, en cas d'appel, par la juridiction du second degré ensuite. C'est une garantie pour le justiciable de pouvoir

soumettre le litige à des juges plus expérimentés que ceux du premier degré, en diminuant les risques d'erreurs.

L'appel est cependant exclu pour les litiges de faible importance. Dans ce cas on dit que l'affaire est jugée « en premier et dernier ressort », alors que les affaires susceptibles d'appel sont jugées « en premier ressort et à charge d'appel ».

Section I - Les différentes juridictions judiciaires

Les juridictions judiciaires, auxquelles sera consacré ce chapitre, comprennent les juridictions civiles qui tranchent les litiges entre particuliers, et les juridictions répressives (ou pénales) qui ont pour fonction d'appliquer les règles du Droit pénal aux individus qui ont commis des infractions.

§ 1. *Les juridictions répressives*

Les juridictions répressives sont chargées d'appliquer les règles du Droit pénal. Elles infligent des peines (ex. : emprisonnement, amende...) aux personnes qui ont commis une infraction (contravention, délit, ou crime) troublant ainsi l'ordre social.

Il existe des rapports entre juridictions civiles et juridictions répressives : en particulier les juridictions répressives sont le plus souvent compétentes pour statuer à la fois sur la répression de l'infraction pénale et sur les intérêts civils de la victime.

Après intervention éventuelle du juge d'instruction chargé de la recherche des preuves, l'infraction est jugée par l'une des juridictions de jugement.

Le tribunal de police est compétent pour juger les contraventions. Mais certaines contraventions, dont la liste est fixée par décret, sont jugées par la juridiction de proximité. Le tribunal correctionnel a pour mission de juger les délits. Quant aux crimes, ils sont soumis à la Cour d'assises. Celle-ci se caractérise par le fait qu'à côté des magistrats professionnels siègent neuf jurés qui sont des particuliers.

Il existe également des juridictions d'exception en matière pénale. Les plus importantes sont la cour d'assises des mineurs, le juge des enfants, le tribunal pour enfants et la Cour de justice de la République compétente pour juger les membres du gouvernement ayant commis un crime ou un délit dans l'exercice de leurs fonctions.

Les pourvois en cassation contre les décisions rendues par les juridictions répressives sont portés devant la chambre criminelle de la Cour de cassation.

§ 2. *Les juridictions civiles*

A. Les juridictions de première instance

Les plus importantes sont les suivantes :

1. Les tribunaux de grande instance

Les TGI sont les juridictions civiles de droit commun, c'est-à-dire ayant compétence pour connaître de tous litiges pour lesquels un texte exprès n'a pas attribué compétence à une autre juridiction, dite d'exception. Ils rendent des décisions appelées jugements, susceptibles d'appel quand la demande dépasse un certain montant (actuellement fixé à 4 000 euros) ou est indéterminée.

2. Les tribunaux d'instance

Ce sont des juridictions d'exception qui sont compétentes pour les petits litiges civils, c'est-à-dire ceux dans lesquels l'intérêt en jeu est inférieur à 10 000 euros, et pour des catégories déterminées d'affaire (ex. : contrats de louage d'immeuble). Le tribunal d'instance siège toujours à juge unique. Il rend des jugements, susceptibles d'appel quand la demande dépasse 4 000 euros.

Remarque : les juridictions de proximité, qui jugeraient les petits litiges, d'un montant inférieur à 4 000 euros ont été supprimées mais continueront à fonctionner jusqu'au 1^{er} janvier 2017.

3. Les tribunaux de commerce

Ce sont également des juridictions d'exception composées de juges qui sont des commerçants élus par des commerçants. Ils sont compétents en matière de droit commercial. Les jugements sont rendus à charge d'appel quand la demande dépasse 4 000 euros.

4. Les Conseils de prud'hommes

Juridictions d'exception composées de conseillers élus pour moitié par les employeurs, pour moitié par les salariés, ils sont compétents pour concilier, et à défaut juger, les différends relatifs au contrat de travail entre employeur et salariés. L'appel de leurs jugements est possible au-delà d'un certain montant.

5. Parmi les autres juridictions civiles d'exception, on peut citer également : les tribunaux paritaires des baux ruraux (litiges nés à l'occasion d'un bail rural), et les tribunaux des affaires de Sécurité sociale (litiges en matière de Sécurité sociale).

6. Enfin, dans la plupart des juridictions, certaines attributions précises peuvent être confiées à un ou plusieurs juges qui reçoivent ainsi une compétence spéciale. Ainsi, le juge des référés est-il compétent en cas d'urgence pour prononcer des mesures provisoires (il s'agit toujours d'une compétence des présidents de tribunaux) ; le juge aux affaires familiales est compétent dans le domaine familial, notamment pour prononcer le divorce ; le juge de l'exécution statue sur les difficultés provoquées par les mesures d'exécution forcée ; le juge des tutelles, quant à lui, a une compétence étendue, notamment en matière d'incapacités. Les décisions obtenues dans le cadre de ces procédures particulières s'appellent des ordonnances.

B. Les cours d'appel

Elles reçoivent les appels formés contre les décisions de toutes les juridictions de leur ressort territorial, qui couvre généralement plusieurs départements. La cour d'appel rend des décisions appelées arrêts.

§ 3. *La Cour de cassation*

C'est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire. C'est une juridiction unique qui siège à Paris. Sa mission est d'assurer l'unité dans l'interprétation de la règle de droit. Elle ne constitue donc pas un 3^e degré de juridiction ; elle juge la décision (non l'affaire elle-même) exclusivement au regard du droit. Elle tient pour acquis les faits tels qu'ils ont été retenus par les juges du fond. On dit qu'elle est juge du droit et non juge du fait.

La Cour de cassation est composée de six Chambres (cinq Chambres civiles dont une commerciale et une sociale, et une Chambre criminelle).

Une Chambre mixte peut être formée quand la décision attaquée pose une question relevant des attributions de plusieurs Chambres.

Enfin, l'Assemblée plénière est réunie quand la décision attaquée pose une question de principe ou lorsque la même affaire a déjà été jugée par une Chambre.

Section II - Le procès civil

Quand un litige s'élève entre particuliers, ceux-ci peuvent y mettre fin en se faisant des concessions réciproques. On appelle transaction un tel accord (art. 2044 et s. C. civ.). Par ailleurs, la tendance actuelle est de confier le soin de concilier les parties à des personnes privées qui ne sont pas des juges, et dont la mission exclusive consiste à rechercher un terrain d'entente pour éviter le contentieux, soit avant, soit même durant le procès (cf. *infra* « conciliateurs et médiateurs »).

Une loi du 22 décembre 2010 a créé la convention de procédure participative pour le règlement amiable des litiges (art. 2062 C.civ). Il s'agit d'une convention par laquelle les parties à un différend qui n'a pas donné lieu à la saisine d'un juge ou d'un arbitre s'engagent à œuvrer conjointement et de bonne foi à la résolution amiable de leur litige. Toute personne assistée de son avocat peut conclure une telle convention sauf s'il s'agit de litige entre employeurs et salariés nés du contrat de travail. La convention en cours rend irrecevable un recours au juge pendant toute sa durée. Si, au terme de la convention, les parties sont parvenues à un accord, celui-ci pourra être soumis à l'homologation du juge, ce qui lui donnera force exécutoire.

Les parties peuvent aussi, au lieu de saisir une juridiction officielle, décider d'un commun accord de charger de simples particuliers de trancher le litige : elles recourent alors à l'arbitrage. La convention par laquelle les parties confient leur litige à un arbitre porte le nom de compromis. L'exécution forcée de la sentence arbitrale ne sera cependant possible qu'après exequatur prononcé par le tribunal de grande instance.

Enfin, une action en justice peut être exercée. Il y a alors procès. Celui-ci suppose l'intervention d'un certain nombre de personnes : magistrats et auxiliaires de justice, qui constituent le personnel judiciaire.

§ 1. *Le personnel judiciaire*

A. Les magistrats

On a vu que certaines juridictions étaient composées de magistrats non professionnels (tribunal de commerce et Conseil de prud'hommes). Le service des autres juridictions civiles est assuré par des magistrats professionnels. (Il en va de même, à l'exception de la cour d'assises qui comporte un jury populaire, pour les juridictions répressives).

On distingue, parmi les magistrats professionnels, les magistrats du siège et les magistrats du Parquet (ou ministère public). Ce sont tous des fonctionnaires nommés par l'État et recrutés par la même voie.

Les magistrats du siège ont pour fonction de juger ; ils sont indépendants du gouvernement dont ils ne peuvent recevoir d'ordres ; ils sont inamovibles, donc ne peuvent être déplacés sans leur consentement, et les sanctions disciplinaires qu'ils viendraient à encourir ne peuvent être prononcées que par le Conseil supérieur de la magistrature.

Le ministère public représente la société. Ce sont les agents du pouvoir exécutif auprès des tribunaux ; ils sont donc organisés hiérarchiquement sous l'autorité du ministre de la Justice, garde des Sceaux. Ce sont : le procureur de la République, assisté de substituts devant le TGI, le procureur général assisté d'avocats généraux et de substituts devant la cour d'appel, le procureur général assisté d'avocats généraux devant la Cour de cassation.

Leur fonction est très importante en matière pénale : ils assurent la poursuite des délinquants devant les juridictions répressives et requièrent la condamnation par les juges du Siège. Au civil, ils interviennent pour présenter des observations dans les affaires où l'ordre public est intéressé.

B. Les auxiliaires de justice

Ils apportent leur concours au déroulement de l'action en justice.

1. Les greffiers

Chaque juridiction a un secrétariat-greffe. Les greffiers, qui sont des fonctionnaires, sont chargés d'assister les juges dans l'exercice de leurs fonctions. À l'audience, ils prennent des notes ; et ils conservent les minutes des jugements dont ils délivrent des copies aux intéressés.

2. Les avocats

Ils exercent une profession libérale et sont les représentants et conseils des parties. Leur activité est très importante : ils donnent des avis sur les questions de droit qui leur sont posées (consultations) ; ils accomplissent au nom de leur client les actes de procédure (postulation) et présentent par écrit ses prétentions et arguments (conclusions) ; ils exposent oralement les prétentions énoncées dans les actes de procédure (plaidoirie).

3. Les avoués à la cour d'appel

Ce sont des officiers ministériels. Cette catégorie représente les parties devant la cour d'appel. Alors que devant le TGI, les avocats assurent la représentation et l'assistance de leur client, devant la cour d'appel, ces deux missions étaient dissociées.

L'avoué diligenterait la procédure au nom de la partie qu'il représentait, et exposait par écrit ses arguments dans les conclusions ; l'avocat assiste le client, ce qui se traduisait surtout par la plaidoirie développée à l'audience. Le législateur a supprimé la profession d'avoué.

4. Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Appelés aussi « avocats aux Conseils », ils sont officiers ministériels et représentent les parties devant le Conseil d'État et la Cour de cassation. Depuis l'ordonnance du 27 février 2104, un avocat aux Conseils salarié peut être employé par un office ministériel.

5. Les huissiers de justice

Ce sont des officiers ministériels chargés de signifier les actes de procédure (assignations, jugements...) et les actes extra-judiciaires (ex. : commandement de payer). Ils procèdent également à l'exécution des jugements (saisies...) et effectuent des constats à la demande des parties.

6. Les conciliateurs et médiateurs

Le conciliateur, qui doit répondre à des conditions d'honorabilité et d'expérience, exerce ses fonctions bénévolement. Il peut être saisi directement par les parties, ou par le juge d'instance si les parties sont d'accord pour cette saisine. Il a pour mission d'essayer de concilier les parties. S'il y parvient, il constate l'accord des parties dans un procès-verbal qui peut acquérir force exécutoire par l'homologation du juge de proximité. Il ne peut s'agir que d'un litige relevant de la compétence du tribunal d'instance. Une liste de conciliateurs est publiée par les cours d'appel.

Le médiateur, qui doit posséder la qualification requise sur le plan juridique pour apprécier le litige, est rémunéré par les parties. Il est désigné par le juge, après accord des parties, à tout stade de la procédure, et dans des instances très variées. Il aide les parties à parvenir à une solution amiable du litige. En cas de succès, cet accord fait l'objet d'un procès-verbal qui peut être homologué par le juge compétent, ce qui lui donne force exécutoire.

§ 2. *Le déroulement du procès civil devant le tribunal de grande instance*

Avant d'examiner comment se déroule le procès civil de droit commun, il est nécessaire de déterminer à quelle juridiction doit être soumis le litige. En d'autres termes, quelle est la juridiction compétente ?

Il y a deux sortes de compétence :

- La compétence d'attribution détermine, suivant la nature de l'affaire, la catégorie de tribunaux apte à juger (ex. : TGI, ou tribunal de commerce ou Conseil de prud'hommes, etc.).
- La compétence territoriale détermine parmi les tribunaux de telle catégorie celui qui doit être saisi à cause de sa localisation géographique. C'est en principe le tribunal dans le ressort duquel demeure le défendeur, mais il existe de très nombreuses exceptions.

Après avoir déterminé la juridiction compétente, le demandeur, qui exerce l'action en justice, appelle son adversaire (le défendeur) à comparaître devant le tribunal en lui signifiant une assignation. Il s'agit d'un acte établi par l'avocat du demandeur et signifié par huissier au défendeur. Celui-ci doit, s'il entend s'opposer à la demande, choisir à son tour un avocat. Une copie de l'assignation est déposée au greffe du tribunal et l'affaire est inscrite par le secrétariat-greffe sur un registre général qu'on appelle le rôle.

Le président fixe alors la date à laquelle l'affaire sera appelée. En attendant cette date, l'affaire est instruite (échange de conclusions et de pièces entre avocats).

Au jour fixé, l'affaire est appelée à l'audience devant le président qui examine l'état de la cause avec les avocats. Si elle semble prête à être jugée, il décide le renvoi à l'audience dont il fixe la date. Dans le cas contraire, il charge un magistrat du tribunal, le juge de la mise en état, d'accélérer l'instruction de l'affaire.

Le juge de la mise en état rend ensuite une ordonnance de clôture et renvoie l'affaire devant le tribunal.

Le jour de l'audience, le tribunal entend les plaidoiries des avocats et, après qu'il en ait été délibéré, le jugement est rendu, en principe en audience publique.

§ 3. *Les voies de recours*

A. L'appel

L'appel a pour but de faire réformer par la cour d'appel un jugement rendu par une juridiction du premier degré. Le délai d'appel est en principe de un mois à partir de la signification du jugement.

La cour d'appel réexamine l'affaire dans ses éléments de fait et de droit, et peut soit confirmer, soit infirmer le jugement. Sa décision est un arrêt.

B. Le pourvoi en cassation

Le pourvoi en cassation défère à la Cour de cassation les décisions rendues par les juridictions judiciaires en dernier ressort, en vue de faire vérifier leur conformité à la loi. Le délai du pourvoi est de deux mois à compter de la notification de la décision rendue en dernier ressort (il est de cinq jours en matière pénale). En pratique, les pourvois sont formés contre les arrêts de cour d'appel, et plus rarement contre des jugements, quand ceux-ci sont rendus en premier et dernier ressort. (En matière pénale, les pourvois sont formés contre les arrêts de Cour d'assises et les arrêts de cour d'appel).

L'une des Chambres de la Cour de cassation examine la valeur des critiques formulées dans les moyens du pourvoi. Elle rend un arrêt de rejet si la décision est conforme au droit et c'est la fin du procès. L'affaire reçoit la solution donnée par la décision injustement attaquée.

Si la décision attaquée viole la loi, la Cour rend un arrêt de cassation. Elle peut alors donner elle-même la solution du litige, si les faits constatés par les juges du fond permettent d'appliquer la règle de droit appropriée. L'affaire est alors terminée, sans recours possible. Mais le plus souvent, la Cour de cassation renvoie l'affaire devant une juridiction du fond de même degré que celle ayant rendu la décision cassée. La juridiction de renvoi est libre de sa décision. Mais si cette dernière est analogue à la décision qui a été cassée, un second pourvoi peut être formé, qui sera soumis à l'Assemblée plénière.

L'Assemblée plénière peut rendre un arrêt de rejet (le procès est alors terminé) ou de cassation. Dans ce dernier cas, elle peut, soit donner elle-même la solution du litige qui est alors terminé, soit renvoyer devant une troisième juridiction du fond, qui devra statuer en droit de la même façon que l'Assemblée plénière.

Remarque : Outre son intervention en cas de second pourvoi dans la même affaire, comme cela vient d'être indiqué, l'Assemblée plénière peut aussi être saisie dès avant cassation, par les juges du fond qui ont besoin d'un avis, quand l'affaire pose une question de principe, notamment s'il existe des solutions divergentes, soit entre les juges du fond, soit entre les juges du fond et la Cour de cassation. Il faut qu'il s'agisse d'un litige soulevant une question de droit nouvelle, présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges. Mais l'avis donné ne lie pas les juges du fond.

Table des matières

Sommaire	3
Avant-propos	5
TITRE I – Introduction à l'étude du droit	7
Chapitre 1 - Le droit objectif	8
Section I - La règle de droit	8
§ 1. <i>Notion</i>	8
§ 2. <i>Caractères de la règle de droit</i>	9
A. Caractère général	9
B. Caractère obligatoire	9
§ 3. <i>Classification des règles de droit</i>	9
Section II - Les sources de la règle de droit	10
§ 1. <i>Historique des sources</i>	10
§ 2. <i>Sources du droit à l'époque contemporaine</i>	10
A. Sources internationales	10
1. <i>Les traités</i>	10
2. <i>Le Droit communautaire</i>	10
B. Sources nationales	11
1. <i>La loi et le règlement</i>	11
2. <i>La jurisprudence</i>	12
3. <i>La coutume</i>	14
4. <i>La doctrine</i>	14
Section III - Le domaine d'application de la règle de droit	14
§ 1. <i>Domaine d'application de la loi dans l'espace</i>	14
§ 2. <i>Domaine d'application de la loi dans le temps</i>	14
A. Les principes	15
B. Les exceptions	15
Chapitre 2 - Les droits subjectifs	16
Section I - Les différentes catégories de droits subjectifs	16
§ 1. <i>Les droits patrimoniaux</i>	17
A. Le patrimoine	17
1. <i>Le patrimoine est une universalité juridique</i>	17
2. <i>Le patrimoine est lié à la personne</i>	17

B. Les droits personnels ou droits de créance	17
C. Les droits réels	18
1. Parmi les droits réels principaux, le plus connu est le droit de propriété ..	18
2. Mais il existe également des droits réels accessoires.....	18
D. Les droits intellectuels	19
1. La propriété littéraire et artistique	19
2. La propriété industrielle.....	19
3. Le droit de clientèle	19
E. Régime juridique des droits patrimoniaux	19
1. Les droits patrimoniaux sont en principe « dans le commerce » c'est-à-dire transmissibles.....	19
§ 2. <i>Les droits extra-patrimoniaux</i>	20
A. Les différents droits extra-patrimoniaux	20
B. Le régime des droits extra-patrimoniaux	20
Section II - Sources des droits subjectifs	20
§ 1. <i>Les actes juridiques</i>	20
A. Actes bilatéraux et actes unilatéraux	21
B. Actes de disposition, actes d'administration et actes conservatoires	21
§ 2. <i>Les faits juridiques</i>	21
Section III - Preuve des droits subjectifs	21
§ 1. <i>Objet de la preuve</i>	21
§ 2. <i>La charge de la preuve</i>	22
A. Le principe	22
B. L'exception	22
§ 3. <i>Les modes de preuve</i>	23
A. Deux systèmes différents sont concevables	23
B. La preuve par écrit ou preuve littérale	23
1. Notion.....	23
2. Écrit sur support matériel	23
3. Écrit sur support électronique	25
C. La preuve par témoins	25
D. La preuve par présomptions de fait	25
E. La preuve par aveu	25
F. La preuve par serment	26
§ 4. <i>L'utilisation des modes de preuve</i>	26
Chapitre 3 - L'organisation juridictionnelle.....	28
1. La dualité des juridictions	28
2. Le double degré de juridiction.....	28
Section I - Les différentes juridictions judiciaires.....	29
§ 1. <i>Les juridictions répressives</i>	29
§ 2. <i>Les juridictions civiles</i>	29
A. Les juridictions de première instance	29
1. Les tribunaux de grande instance	29
2. Les tribunaux d'instance	30
3. Les tribunaux de commerce.....	30
4. Les Conseils de prud'hommes.....	30
B. Les cours d'appel	30
§ 3. <i>La Cour de cassation</i>	30

Section II - Le procès civil	31
§ 1. <i>Le personnel judiciaire</i>	31
A. Les magistrats	31
B. Les auxiliaires de justice	32
1. Les greffiers	32
2. Les avocats	32
3. Les avoués à la cour d'appel	32
4. Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	32
5. Les huissiers de justice	32
6. Les conciliateurs et médiateurs	32
§ 2. <i>Le déroulement du procès civil devant le tribunal de grande instance</i>	33
§ 3. <i>Les voies de recours</i>	33
A. L'appel	33
B. Le pourvoi en cassation	33
 TITRE II – Les personnes	35
 Chapitre 1 - Les personnes physiques	36
Section I - L'existence de la personnalité	36
§ 1. <i>Le commencement de la personnalité</i>	36
§ 2. <i>La fin de la personnalité</i>	36
§ 3. <i>L'absence et la disparition</i>	37
A. La disparition	37
B. L'absence	37
 Section II - L'individualisation des personnes physiques	38
§ 1. <i>Le nom</i>	38
A. Le nom de famille	38
1. Attribution du nom	38
2. Caractères du nom	39
B. Les prénoms	40
§ 2. <i>Le domicile</i>	40
A. Les intérêts du domicile	41
B. Détermination du domicile	41
1. Détermination du domicile par la personne	41
2. Le domicile légal	41
C. Caractères du domicile	42
1. Le domicile est nécessaire	42
2. Le domicile est unique	42
§ 3. <i>L'état civil</i>	42
A. Organisation de l'état civil	42
B. Consultation des actes de l'état civil	43
C. Force probante des actes de l'état civil	43
D. Irrégularités des actes de l'état civil	43
E. Le répertoire civil	44

Chapitre 2 - Les personnes morales	45
Section I - Les différentes personnes morales	45
§ 1. <i>Les personnes morales de droit public</i>	45
§ 2. <i>Les personnes morales de droit privé</i>	45
A. Les sociétés	45
B. Les associations	46
C. Les syndicats professionnels	46
D. Les groupements d'intérêt économique	46
E. Les fondations	46
Section II - Statut juridique de la personne morale	47
§ 1. <i>Identification</i>	47
§ 2. <i>Patrimoine</i>	47
§ 3. <i>Capacité des personnes morales</i>	47
 TITRE III – La protection des personnes particulièrement vulnérables	49
 Chapitre 1 - Les mineurs	51
Section I - Le mineur non émancipé	51
§ 1. <i>Les régimes de protection</i>	51
A. La tutelle	51
1. <i>Organisation</i>	51
2. <i>Fonctionnement de la tutelle</i>	52
3. <i>Cessation de la tutelle</i>	53
B. L'administration légale	53
1. <i>L'organisation</i>	53
2. <i>Les pouvoirs des administrateurs</i>	54
3. <i>Les obligations des administrateurs légaux</i>	54
4. <i>Le droit de jouissance légale</i>	54
5. <i>Fin de l'administration légale</i>	55
§ 2. <i>Étendue de l'incapacité du mineur</i>	55
A. Principe et dérogations	55
1. <i>Actes à caractère personnel</i>	55
2. <i>Actes non préjudiciables</i>	56
3. <i>Responsabilité délictuelle du mineur</i>	56
B. Sanctions des actes irrégulièrement passés par le mineur	56
C. Sanction des actes irrégulièrement passés par le représentant légal	56
Section II - Le mineur émancipé	56
§ 1. <i>Conditions de l'émancipation</i>	56
A. Émancipation accordée par le juge	57
B. Émancipation résultant du mariage	57
§ 2. <i>Effets de l'émancipation</i>	57

Chapitre 2 - Les majeurs protégés	58
Section I - Les dispositions communes aux personnes protégées	59
§ 1. <i>Les respects de l'autonomie du majeur protégé</i>	59
§ 2. <i>Le contrôle judiciaire</i>	60
§ 3. <i>Les fonctions de protection</i>	60
§ 4. <i>L'ouverture de la mesure de protection</i>	60
Section II - Le mandat de protection future	61
§ 1. <i>Les règles générales</i>	61
§ 2. <i>Les règles propres au mandat notarié</i>	62
§ 3. <i>Les règles propres au mandat sous seing privé</i>	62
Section III - Les mesures d'accompagnement	63
§ 1. <i>Les mesures administratives d'accompagnement social personnalisé (MASP)</i>	63
§ 2. <i>La mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)</i>	63
Section IV - Les mesures de protection judiciaire	63
§ 1. <i>La mise sous sauvegarde de justice (art. 433 et s.)</i>	63
A. Les personnes concernées	63
B. La mise en œuvre	64
C. Le fonctionnement	64
D. La fin du régime	64
§ 2. <i>La tutelle et la curatelle</i>	64
A. Les organes	65
1. <i>Le tuteur et le curateur</i>	65
2. <i>Le subrogé curateur et le subrogé tuteur</i>	65
3. <i>Le conseil de famille des majeurs en tutelle</i>	65
B. Les effets de la curatelle et de la tutelle quant à la protection de la personne	66
C. Les effets de la tutelle et de la curatelle dans le domaine patrimonial	67
1. <i>La curatelle</i>	67
2. <i>La tutelle</i>	67
3. <i>La régularité des actes</i>	67
D. La gestion du patrimoine du majeur en tutelle	68
TITRE IV – Les biens	71
Chapitre 1 - Notion de biens	72
Section I - Classification commune aux choses et aux droits : meubles et immeubles	72
§ 1. <i>Les choses</i>	72
A. La distinction	72
B. Les intérêts de la distinction	73
C. Les tempéraments à la distinction	73
1. <i>Les immeubles par destination</i>	73
2. <i>Les meubles par anticipation</i>	73
§ 2. <i>Les droits</i>	74

Section II - Classifications propres aux choses	74
§ 1. <i>Choses appropriées et choses sans propriétaire</i>	74
<u>A. Les choses sans maître</u>	74
<u>B. Les choses communes</u>	75
<u>C. Les choses hors du commerce</u>	75
§ 2. <i>Choses fongibles et choses non fongibles</i>	75
<u>A. Les choses fongibles</u>	75
<u>B. Cette distinction présente un double intérêt :</u>	75
§ 3. <i>Choses consommables et choses non consommables</i>	75
<u>A. Les choses consommables</u>	75
<u>B. L'intérêt de cette classification</u>	75
§ 4. <i>Choses frugifères et choses non frugifères</i>	76
<u>A. Les choses frugifères produisent des fruits</u>	76
<u>B. La distinction entre les fruits et les produits présente plusieurs intérêts</u>	76
 Chapitre 2 - Le contenu du droit de propriété	77
Section I - Les caractères du droit de propriété	77
§ 1. <i>Le droit de propriété est un droit total</i>	77
<u>A. Principe</u>	77
<u>B. Atténuations</u>	78
§ 2. <i>Le droit de propriété est un droit exclusif</i>	78
§ 3. <i>Le droit de propriété est un droit absolu</i>	78
<u>A. Restrictions législatives</u>	79
<u>B. Restrictions jurisprudentielles</u>	79
§ 4. <i>Le droit de propriété est un droit perpétuel</i>	80
§ 5. <i>Le droit de propriété est un droit individuel</i>	80
<u>A. L'indivision ordinaire</u>	81
<u>B. L'indivision forcée</u>	82
1. <i>La mitoyenneté des clôtures</i>	82
2. <i>La copropriété par appartement</i>	82
 Section II - L'objet du droit de propriété	83
§ 1. <i>Les limites séparatives des fonds</i>	83
§ 2. <i>La propriété du dessus et du dessous</i>	84
<u>A. Propriété du dessus</u>	84
<u>B. Propriété du dessous</u>	84
§ 3. <i>La propriété des eaux</i>	84
 Chapitre 3 - La possession	85
Section I - Notion de possession	85
§ 1. <i>Éléments constitutifs</i>	85
<u>A. Le corpus</u>	85
<u>B. L'animus</u>	86
§ 2. <i>Possession et détention précaire</i>	86

Section II - Les conditions d'efficacité de la possession	86
§ 1. <i>Les vices absolus</i>	87
A. La discontinuité	87
B. L'équivoque	87
§ 2. <i>Les vices relatifs</i>	87
A. La violence	87
B. La clandestinité	87
Section III - Les effets de la possession	88
§ 1. <i>Les actions possessoires</i>	88
§ 2. <i>Position du possesseur dans l'action en revendication</i>	88
§ 3. <i>Acquisition de la propriété</i>	88
Chapitre 4 - Les modes d'acquisition de la propriété.....	89
Section I - Acquisition par la possession.....	89
§ 1. <i>La prescription acquisitive ou usucapion</i>	89
A. La prescription trentenaire	90
B. La prescription décennale (ou abrégée)	90
C. Les règles communes aux deux prescriptions acquisitives	91
1. <i>La computation des délais de prescription</i>	91
2. <i>Les effets de la prescription</i>	91
3. <i>Le délai de prescription peut être suspendu</i>	91
4. <i>Les effets de la prescription</i>	91
§ 2. <i>L'acquisition instantanée des meubles par la possession de bonne foi</i>	91
A. Conditions générales d'application de l'article 2276	92
B. La possession de bonne foi fait acquérir instantanément la propriété des meubles	92
C. La possession de bonne foi d'un meuble fait présumer le titre d'acquisition	93
§ 3. <i>L'acquisition des fruits</i>	93
§ 4. <i>L'occupation</i>	93
A. Les choses non encore appropriées	93
B. Les choses abandonnées	94
C. Le trésor	94
Section II - L'accession	94
§ 1. <i>L'accession immobilière</i>	94
A. Accession naturelle	94
1. <i>Acquisition d'animaux par accession</i>	94
2. <i>Acquisition d'un supplément de terrain par accession</i>	95
B. Accession artificielle	95
§ 2. <i>Accession mobilière</i>	96
Section III - L'acquisition par le contrat	96
§ 1. <i>Le principe du transfert de la propriété solo consensu</i>	96
A. Conditions de fond	97
B. Conditions de forme	97
§ 2. <i>Les atténuations apportées au principe</i>	97
A. En matière mobilière	97
B. En matière immobilière	97

Chapitre 5 - La protection du droit de propriété : l'action en revendication	99
Section I - L'action en revendication en matière immobilière	100
§ 1. <i>Conditions de succès de l'action</i>	100
§ 2. <i>Les effets de la revendication immobilière</i>	100
A. Les obligations pesant sur le possesseur	100
B. Obligations pesant sur le propriétaire	100
Section II - L'action en revendication en matière mobilière	101
§ 1. <i>Le domaine de la revendication mobilière</i>	101
A. Le défendeur n'est pas un possesseur de bonne foi	101
B. Le meuble a été perdu ou volé	101
§ 2. <i>Les effets de la revendication mobilière</i>	101
Chapitre 6 - Les démembrements du droit de propriété	102
Section I - L'usufruit	102
§ 1. <i>Sources de l'usufruit</i>	102
A. L'usufruit légal	102
B. L'usufruit constitué par la volonté de l'homme	103
C. L'usufruit acquis par prescription acquisitive	103
§ 2. <i>Effets de l'usufruit</i>	103
A. Les droits de l'usufruitier	103
B. Les obligations de l'usufruitier	103
1. <i>À l'ouverture de l'usufruit (art. 600)</i>	103
2. <i>Au cours de l'usufruit</i>	103
3. <i>À la fin de l'usufruit</i>	103
§ 3. <i>La cessation de l'usufruit</i>	104
Section II - Les servitudes	104
§ 1. <i>Modes d'établissement des servitudes</i>	104
A. Servitudes légales	104
B. Servitudes établies par titre	104
C. Servitudes acquises par prescription	105
D. Servitudes constituées par destination du père de famille	105
§ 2. <i>Exercice des servitudes</i>	105
A. Obligations à la charge du fonds servant	105
B. Droits et obligations du fonds dominant	105
§ 3. <i>Extinction des servitudes</i>	105
TITRE V – Les obligations	107
Chapitre 1 - Le contrat	109
Section I - La classification des contrats	110
§ 1. <i>Contrats synallagmatiques et contrats unilatéraux (art. 1102 et 1103 - C. civ.)</i>	110
A. Distinction	110
B. Intérêts de la distinction	110

§ 2. Contrats à titre onéreux et contrats à titre gratuit (art. 1105 et 1106)	110
A. Distinction	110
B. Intérêts de la distinction	110
§ 3. Contrats consensuels, solennels, réels	110
A. Distinction	110
B. Intérêts de la distinction	111
§ 4. Contrats à exécution instantanée et contrats à exécution successive	111
A. Distinction	111
B. Intérêts de la distinction	111
§ 5. Contrats commutatifs et contrats aléatoires	111
A. Distinction	111
B. Intérêts de la distinction	112
§ 6. Contrats de gré à gré et contrats d'adhésion	112
A. Distinction	112
B. Intérêts de la distinction	112
Section II - La formation du contrat	112
§ 1. Conditions de formation des contrats	112
A. Le consentement	112
1. L'existence du consentement	112
2. L'intégrité du consentement	114
B. La capacité	115
C. L'objet	116
1. L'existence de l'objet	116
2. La licéité de l'objet	116
3. La valeur de l'objet	116
D. La cause	117
1. La notion de cause	117
2. La preuve de la cause	117
E. La forme	117
1. Atténuations au consensualisme	117
2. Exceptions au consensualisme	118
§ 2. Sanction des conditions de formation	118
A. Cas de nullité	118
1. Nullité absolue	118
2. Nullité relative	118
B. Mise en œuvre de la nullité	118
1. Nullité absolue	118
2. Nullité relative	119
C. Effets de la nullité	119
1. Étendue de la nullité	119
2. Portée de la nullité	119
Section III - Les effets du contrat	120
§ 1. Effets du contrat entre les parties	120
A. Le contrat a force obligatoire	120
1. Exécution forcée en nature	120
2. Exécution par équivalent	120
3. Exception d'inexécution	122
4. Résolution pour inexécution fautive	123
5. Résolution due à la force majeure (théorie des risques)	123
B. Le contrat est irrévocable	124
C. Le juge ne peut pas modifier le contrat	124

D. L'application du principe de la force obligatoire du contrat devient plus difficile en cas de simulation	125
§ 2. <i>Effets du contrat à l'égard des tiers</i>	126
A. Détermination des tiers	126
1. Représentation.....	126
2. Ayants-cause	126
3. Créanciers chirographaires	126
B. Dérogations à l'effet relatif du contrat	127
1. La stipulation pour autrui (art. 1121 C. civ.)	127
2. La promesse de porte-fort	127
 Chapitre 2 - Les quasi-contrats	129
 Section I - La gestion d'affaires	129
§ 1. <i>Conditions de la gestion d'affaires</i>	129
A. L'existence d'un acte de gestion	129
B. Les caractères de l'acte de gestion	130
§ 2. <i>Effets de la gestion d'affaires</i>	130
A. Obligations du gérant	130
B. Obligations du géré	130
 Section II - Le paiement de l'indu	130
§ 1. <i>Conditions</i>	130
A. Le solvens doit prouver que son paiement était indu	130
B. Pendant longtemps la jurisprudence a exigé que le solvens prouve qu'il avait commis une erreur	131
C. Le créancier accipiens ne doit pas avoir détruit son titre de créance	131
D. La dette ne doit pas être née d'un contrat immoral	131
§ 2. <i>Effets</i>	131
A. Le solvens peut exercer l'action en répétition	131
B. L'accipiens, de bonne ou mauvaise foi a droit au remboursement	131
 Section III - L'enrichissement sans cause	131
§ 1. <i>Conditions</i>	131
A. Un enrichissement et un appauvrissement corrélatifs	131
B. Absence de cause de l'enrichissement	131
C. Absence d'une autre action au profit de l'appauvri	132
§ 2. <i>Effets</i>	132
 Chapitre 3 - La responsabilité civile délictuelle	133
 Section I - Le dommage ou préjudice	134
§ 1. <i>La nature du dommage</i>	134
A. Le dommage matériel	134
B. Le dommage moral	134
§ 2. <i>Les caractères du dommage réparable</i>	135
A. Dommage certain	135
B. Dommage direct	135
C. Dommage ayant porté atteinte à un intérêt légitime juridiquement protégé	135
D. Dommage n'ayant pas déjà été réparé	135

Section II - Le fait générateur de responsabilité	136
§ 1. <i>Responsabilité pour faute (art. 1382 et 1383 C. civ.)</i>	136
§ 2. <i>Responsabilité du fait d'autrui</i>	136
<u>A. Principe général de responsabilité du fait d'autrui</u>	136
<u>B. Responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs (art. 1384 § 4)</u> ..	137
1. Conditions.....	137
2. Effets	137
<u>C. Responsabilité des artisans du fait de leur apprentis (art. 1384 § 6 et 7)</u>	137
1. Conditions.....	137
2. Effets	137
<u>D. Responsabilité des maîtres et des commettants du fait de leurs préposés (art. 1384 § 5)</u>	137
1. Conditions.....	137
2. Effets	138
§ 3. <i>Responsabilité du fait des choses</i>	138
<u>A. Principe général de responsabilité du fait des choses</u>	138
1. Conditions.....	138
2. Effets	139
<u>B. Régimes spéciaux de responsabilité du fait des choses</u>	139
1. Responsabilité du fait des animaux (art. 1385 C. civ.)	139
2. Responsabilité du fait des bâtiments (art. 1386).....	139
Section III - Le lien de causalité entre le fait générateur et le dommage.....	139
§ 1. <i>Notion de causalité</i>	139
§ 2. <i>Le dommage dû à plusieurs causes</i>	140
<u>A. Force majeure</u>	140
<u>B. Fait d'un tiers</u>	140
<u>C. Faute de la victime</u>	140
Section IV - La mise en oeuvre de la responsabilité	140
§ 1. <i>L'action en justice</i>	140
<u>A. Le droit commun</u>	140
<u>B. Dommage causé par une infraction pénale (ex. : blessures par imprudence)</u>	141
1. Action portée devant la juridiction civile	141
2. Action portée devant la juridiction pénale	141
§ 2. <i>La réparation du dommage</i>	141
<u>A. Le montant de la réparation</u>	141
<u>B. Les modes de réparation</u>	142
Section V - Le régime des accidents de la circulation	142
§ 1. <i>Le droit à l'indemnisation</i>	142
<u>A. La force majeure et le fait d'un tiers ne peuvent être opposés aux victimes</u> .	142
<u>B. Les effets de la faute de la victime</u>	142
1. Dommages résultant d'atteintes à la personne	142
2. Dommages aux biens	142
§ 2. <i>La mise en oeuvre de la réparation des atteintes à la personne</i>	143
<u>A. Procédure amiable</u>	143
<u>B. Procédure judiciaire</u>	143
Section VI - La responsabilité du fait des produits défectueux	143
§ 1. <i>Le domaine de la responsabilité</i>	143
§ 2. <i>La mise en oeuvre de la responsabilité</i>	144

Chapitre 4 - Règles communes aux obligations indépendamment de leur source..... 145

Section I - Les modalités des obligations..... 146

§ 1. <i>Le terme</i>	146
<u>A. Notion</u>	146
<u>B. Effets</u>	146
1. Terme suspensif.....	146
2. Terme extinctif	146
§ 2. <i>La condition</i>	146
<u>A. Conditions de validité</u>	146
<u>B. Effets</u>	147
1. Avant la réalisation de la condition.....	147
2. À l'arrivée de la condition	147
3. Si la condition ne se réalise pas	147
§ 3. <i>Les obligations complexes</i>	147
<u>A. Obligations conjointes</u>	148
<u>B. L'obligation solidaire</u>	148
1. Solidarité active	148
2. Solidarité passive	148
<u>C. L'obligation in solidum</u>	149

Section II - La transmission des obligations : la cession de créance 149

§ 1. <i>Conditions</i>	149
<u>A. Conditions de validité</u>	149
<u>B. Conditions d'opposabilité aux tiers</u>	150
§ 2. <i>Effets</i>	150
<u>A. Transfert de la créance</u>	150
<u>B. Garantie</u>	150
<u>C. Cession de créance litigieuse</u>	150
<u>D. Cessions particulières</u>	151
1. Titres négociables.....	151
2. Créances professionnelles.....	151

Section III - L'extinction des obligations..... 151

§ 1. <i>Le paiement</i>	151
<u>A. Le paiement volontaire</u>	151
1. Le paiement pur et simple	151
2. Le paiement avec subrogation.....	153
<u>B. Le paiement forcé</u>	153
1. Moyens d'action contre le débiteur : l'exécution forcée de l'obligation	154
2. Moyens d'action contre des tiers	154
§ 2. <i>La compensation (art. 1289 à 1299 C. civ.)</i>	155
<u>A. Compensation légale</u>	155
<u>B. Compensation conventionnelle et compensation judiciaire</u>	156
1. Compensation conventionnelle	156
2. Compensation judiciaire	156
§ 3. <i>La confusion</i>	156
§ 4. <i>La novation</i>	156
<u>A. Conditions</u>	156
<u>B. Effets</u>	156
§ 5. <i>La remise de dette</i>	157

§ 6. <i>La prescription extinctive ou libératoire</i>	157
A. Délai de prescription	157
B. Régime de la prescription	157
1. Calcul du délai	157
2. Mise en œuvre.....	158
 TITRE VI – La famille	 159
 Chapitre 1 - Le mariage et le concubinage	 160
Section préliminaire - La lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	 160
§ 1. <i>Les conditions de l'ordonnance de protection</i>	161
§ 2. <i>Les mesures prises par le juge</i>	161
§ 3. <i>La durée des mesures</i>	161
§ 4. <i>Les sanctions pénales</i>	161
 Section I - Le mariage	 161
§ 1. <i>Prélude au mariage : les fiançailles</i>	161
A. Nature juridique	162
B. La rupture des fiançailles	162
1. Les cadeaux	162
2. La rupture abusive	162
§ 2. <i>Formation du mariage</i>	162
A. Conditions de fond	162
1. Conditions physiologiques	162
2. Conditions psychologiques	162
3. Conditions « sociologiques »	164
B. Conditions de forme	165
1. Formalités antérieures	165
2. Célébration du mariage (art. 74 et s.).....	165
C. Sanctions des conditions de formation du mariage	166
1. Sanctions préventives : les oppositions (art. 172 et s.)	166
2. Les nullités du mariage	166
§ 3. <i>Effets du mariage</i>	168
A. Rapports personnels entre époux(art. 215 et s.)	168
1. Devoirs réciproques des époux.....	168
2. Direction conjointe de la famille.....	169
B. Rapports pécuniaires entre époux	169
1. Devoir de secours	169
2. Contribution des époux aux charges du mariage	169
3. Pouvoirs des époux.....	170
4. Sauvegarde des intérêts essentiels de la famille	171
§ 4. <i>Le divorce</i>	171
A. Les cas de divorce	171
1. Divorce par consentement mutuel (art. 230, 232, 250 à 250-3)	171
2. Divorce par acceptation du principe de la rupture du mariage (art. 233, 234, 253), dit « divorce accepté »	171
3. Divorce pour altération définitive du lien conjugal (art. 237 et 238).....	172
4. Divorce pour faute (art. 242 à 246 nouveaux)	172
5. Modifications du fondement d'une demande en divorce (art. 247 et s.).....	172

B. La procédure du divorce	172
1. Règles générales	172
2. Règles applicables au divorce par consentement mutuel (art. 250 à 250-3)	173
3. Règles applicables aux autres cas de divorce	173
C. Les conséquences du divorce	174
1. Date des effets du divorce	174
2. Effets du divorce à l'égard des époux	174
3. Effets du divorce à l'égard des enfants	177
§ 5. <i>La séparation de corps</i>	178
A. Cas et procédure	178
B. Effets	178
C. Fin de la séparation de corps (art. 305 et s.)	179
§ 6. <i>La séparation de fait</i>	179
 Section II - Le concubinage	179
§ 1. <i>La prise en considération du concubinage</i>	180
A. Rapports entre concubins	180
1. Rupture du concubinage	180
2. Liquidation des intérêts pécuniaires entre concubins	180
3. Procréation médicalement assistée	180
B. Rapports des concubins avec les tiers	180
1. Droits des tiers contre les concubins	180
2. Droits des concubins contre les tiers	180
§ 2. <i>Le pacte civil de solidarité (PACS)</i>	181
A. Conditions	181
B. Effets	181
1. Rapports entre les partenaires	181
2. Rapports des partenaires et des tiers	182
3. La rupture du pacte	182
 Chapitre 2 - La filiation	183
 Section I - La filiation fondée sur les liens de sang	183
§ 1. <i>Les preuves et présomptions</i>	183
A. Les différents modes de preuve	183
B. Les présomptions légales relatives à la filiation	184
§ 2. <i>L'établissement non contentieux de la filiation</i>	184
A. La filiation établie par l'effet de la loi	184
1. L'établissement de la filiation maternelle	185
2. L'établissement de la filiation paternelle	185
B. L'établissement de la filiation par une reconnaissance	185
C. L'établissement de la filiation par la possession d'état	186
§ 3. <i>Les actions relatives à la filiation</i>	186
A. Les règles générales gouvernant les actions relatives à la filiation	186
B. Les règles spéciales applicables aux actions relatives à l'établissement de la filiation	187
1. Les actions en recherche	187
2. L'action en rétablissement de la présomption de paternité du mari (art. 329)	188
3. L'action en constatation de la possession d'état (art. 330)	188

C. Les actions en contestation de la filiation	189
1. Les actions en contestation de maternité ou de paternité.....	189
2. L'action en contestation de la possession d'état (art. 335)	189
3. L'action du ministère public (art. 336)	189
4. Les suites de l'action en contestation	189
§ 4. <i>L'assistance médicale à la procréation</i>	190
1. L'enfant et le tiers donneur.....	190
2. L'enfant et le couple receveur	190
§ 5. <i>L'action à fins de subsides</i>	190
A. Conditions	191
1. Bénéficiaire	191
2. Le défendeur.....	191
B. Procédure	191
1. Délai.....	191
2. Moyens de défense.....	191
C. Effets	191
1. Effets patrimoniaux.....	191
2. Effets extrapatrimoniaux.....	191
 Section II - La filiation adoptive	192
§ 1. <i>L'adoption plénière (art. 343 et s.)</i>	192
A. Conditions	192
1. Conditions de fond	192
2. Conditions de forme	193
B. Effets (art. 335 et s.)	194
§ 2. <i>L'adoption simple (art. 360 et s.)</i>	194
A. Conditions	194
1. Conditions de fond	194
2. Conditions de forme	194
B. Effets	195
1. Maintien des liens avec la famille d'origine.....	195
2. Création d'un lien de parenté entre l'adopté et l'adoptant	195
3. Aucun lien de parenté n'est créé entre l'adopté et la famille de l'adoptant	195
C. Fin de l'adoption simple (art. 370 et s.)	195
§ 3. <i>L'adoption d'un enfant étranger</i>	195
 Chapitre 3 - Les effets de la parenté et de l'alliance	196
 Section I - L'autorité parentale	196
§ 1. <i>Attribution de l'autorité parentale (art. 372 et s.)</i>	197
§ 2. <i>Effets de l'autorité parentale</i>	198
A. Effets sur la personne de l'enfant	198
B. Effets sur les biens de l'enfant	198
§ 3. <i>Contrôle et retrait de l'autorité parentale</i>	199
A. Assistance éducative	199
B. Retrait de l'autorité parentale	199
1. Cas	199
2. Effets	200
§ 4. <i>Délégation de l'autorité parentale</i>	200

Section II - L'obligation alimentaire	200
§ 1. <i>Les sujets de l'obligation alimentaire</i>	200
§ 2. <i>Caractères</i>	201
A. L'obligation alimentaire est réciproque	201
B. L'obligation alimentaire est personnelle	201
C. L'obligation alimentaire est simultanée	201
D. L'obligation alimentaire est « in solidum »	201
§ 3. <i>Conditions</i>	201
§ 4. <i>Exécution de l'obligation alimentaire</i>	201
A. Modalités d'exécution	201
B. Montant de la pension	202
C. Sanctions de l'obligation alimentaire	202
1. <i>Sanctions civiles</i>	202
2. <i>Sanctions pénales</i>	202
Index	203